

Pour un « bouclier social »
Michel Husson, économiste
Politis n°1020, 3 octobre 2008

Dans cette période de crise, il faut faire preuve d'audace et aller à la racine des choses. L'une des principales sources de la financiarisation est le détournement de richesse au détriment des salariés et au bénéfice des rentiers. Les réponses à la crise ne peuvent se borner à des appels à la réglementation mais doivent peser sur les rapports entre capital et travail et, dans l'immédiat, protéger les salariés contre les retombées de cette crise.

La première proposition serait de geler les dividendes versés à leur niveau actuel et de les transférer à un fonds de mutualisation destiné à d'autres usages, sous contrôle des salariés. Ces sommes pourraient être utilisées, dans des proportions à discuter démocratiquement, au maintien du revenu des chômeurs (l'interdiction des dividendes financerait ainsi l'interdiction des licenciements) et au financement de la Sécurité sociale, des budgets sociaux et des services publics.

La seconde proposition consisterait à imposer le maintien du pouvoir d'achat des salariés en retirant à due proportion les aides publiques aux entreprises qui s'y refuseraient.

De telles mesures sont les seules susceptibles de faire payer les responsables de la crise en offrant un « bouclier social » aux salariés, et elles jetteraient les bases d'une meilleure répartition des richesses. Les sommes potentiellement concernées sont de 90 milliards d'euros : c'est 5 % du Pib, soit exactement la même proportion que les 700 milliards de dollars prévus par le plan Bush aux Etats-Unis.